

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

préalable à la transmission de toute information sur la ou les entreprises sélectionnées
dont la référence est : 26074

Je, soussigné(e).....,
né(e) le à
et demeurant

Agissant à titre personnel **ou** en qualité de représentant **ou** en qualité de conseil (*rayez les mentions inutiles*)
de la société
dont le siège social est situé

Email :
Téléphone :

Ayant marqué son intérêt à l'étude d'une proposition de reprise ci-dessus indiquée, m'engage à maintenir une totale confidentialité sur les informations contenues dans le/les dossier(s) de présentation transmis par l'administrateur judiciaire et,

ATTESTE SUR L'HONNEUR :

- Que le candidat qui envisage de déposer une offre n'est ni parent, ni allié jusqu'au deuxième degré inclusivement du dirigeant ou de l'exploitant de l'entreprise visée par l'offre ;
- Que le candidat qui envisage de déposer une offre n'est personnellement ni dirigeant, ni exploitant d'une entreprise en situation de redressement ou de liquidation judiciaire non clôturée ;
- Que le candidat qui envisage de déposer une offre n'est frappé par aucune décision judiciaire d'interdiction de gérer une entreprise ou de faillite personnelle ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à conserver un caractère confidentiel à tous les documents qui pourraient leur être communiqués par l'administrateur, la société ou ses conseils ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à conserver le caractère confidentiel desdits documents et informations, à ne pas les divulguer ou les laisser à des tiers, à l'exclusion de leurs conseils qui seront soumis au même engagement de confidentialité, et à prendre toutes précautions et mesures nécessaires à cet effet ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à ne communiquer les informations qu'aux employés de sa société et aux conseillers indispensables pour l'assister dans l'élaboration de l'offre d'acquisition et à faire en sorte que ces employés et conseils respectent les engagements de la présente attestation, sous son entière responsabilité ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à n'utiliser lesdits documents et informations qu'aux seules fins d'examiner la possibilité d'établir une offre d'acquisition, à s'abstenir de toute utilisation personnelle, commerciale ou autre qui puisse entraîner un quelconque préjudice pour le cédant et à ne pas en divulguer tout ou partie ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à conserver aux documents et informations dont ils auront eu connaissance pour préparer l'offre un caractère de confidentialité absolue et s'interdisent, avant et après une offre non acceptée, d'en faire un autre usage, commercial ou industriel, ou d'une autre nature ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à n'entrer en contact en aucune circonstance avec l'équipe de direction, les cadres, les clients, les fournisseurs ou les partenaires de la société sans l'accord écrit de l'administrateur et que les employés du signataire ou du candidat, leurs agents et conseils, seront soumis aux mêmes restrictions. Dans l'hypothèse où ils sont déjà en relation d'affaires avec les fournisseurs et clients de l'entreprise cible, ils s'engagent à en informer l'administrateur et à n'utiliser les informations recueillies auprès de ces partenaires que pour les besoins de l'offre d'acquisition ;

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

*préalable à la transmission de toute information sur la ou les entreprises sélectionnées
dont la référence est :*

- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent en cas de non dépôt d'une offre, à restituer sans délai ces documents sans en garder de copie, soit de leur propre initiative, soit à première demande de l'administrateur ou de la société ;
- Que le signataire de la présente et le candidat s'engagent à ne pas débaucher, pendant une période d'un an, toute personne faisant partie de l'effectif du cédant.

LE SIGNATAIRE DE LA PRESENTE RECONNAIT QUE :

- La divulgation ou l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, de ces éléments, constituerait de sa part, une faute dont les conséquences seraient nécessairement mises à sa charge ;
- Tout manquement à l'obligation de non utilisation ou de non divulgation qu'il souscrit aujourd'hui librement l'exposerait à payer des dommages et intérêts qu'il appartiendrait à la juridiction compétente de fixer.

POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT,

Fait à
le

Signature :

Pour la société

Agissant en qualité de